

**Secrétariat**

11 mars 2003

Circulaire*

Circulaire du Secrétaire général

Destinataires: Les fonctionnaires du Secrétariat

Objet: **Nos valeurs fondamentales interdisent la discrimination et le harcèlement**

1. L'objectif de la présente circulaire est de rappeler aux fonctionnaires que les valeurs fondamentales de l'Organisation exigent le respect de la diversité et de la dignité de tout le personnel et que la discrimination et le harcèlement, quelque forme qu'ils prennent, sont interdits.
2. C'est ce qui ressort clairement des dispositions juridiques ci-après, qui s'appliquent à tous les fonctionnaires :

Article 1.2 a) du Statut du personnel

« Les fonctionnaires doivent respecter et appliquer les principes énoncés dans la Charte, ce qui suppose notamment qu'ils aient foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes. En conséquence, les fonctionnaires doivent se montrer respectueux de toutes les cultures; ils ne doivent faire aucune discrimination à l'encontre d'un individu ou groupe d'individus quels qu'ils soient, ni abuser de quelque manière que ce soit du pouvoir et de l'autorité qui leur sont conférés. »

Disposition 101.2 d) du Règlement du personnel

« Sont interdites toutes formes de discrimination ou de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel ou le harcèlement fondé sur une distinction de sexe, ainsi que les voies de fait ou les insultes sur le lieu de travail ou à l'occasion du travail. »

3. L'Organisation ne saurait tolérer aucune forme de discrimination ou de harcèlement. Les infractions seront traitées avec la plus grande fermeté.

* La présente circulaire restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre.



4. J'attends de tous les responsables qu'en cas d'infraction ils prennent rapidement les mesures voulues, en collaboration avec le Bureau de la gestion des ressources humaines au Siège ou le service local des ressources humaines dans les bureaux hors Siège. Ces mesures pourraient, selon le cas, consister à donner des conseils spécifiques à l'intéressé, à dispenser une formation visant à le sensibiliser et à mettre en oeuvre d'autres types d'intervention et/ou à introduire une instance disciplinaire.
